George Beebe : l’Europe doit subir les conséquences US si elle bloque l’accord de paix en Ukraine

George Beebe est l’ancien directeur de l’analyse sur la Russie à la CIA et occupe actuellement le poste de directeur de la grande stratégie au Quincy Institute. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop. fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author /B09FPQ4MDL 00:00 Introduction et contexte du conflit en Ukraine 05:35 Des attentes divergentes dans les pourparlers diplomatiques 15:45 La complexité de l’architecture de sécurité européenne 25: 17 Le rôle de l’OTAN et les futures garanties de sécurité 30:45 La dynamique des négociations et la nécessité de l’unité 35:46 Réflexions finales sur l’avenir du conflit

#Glenn

Bonjour à toutes et à tous, et bon retour parmi nous. Nous recevons aujourd’hui George Beebe, ancien directeur de l’analyse sur la Russie à la CIA et aujourd’hui directeur de la grande stratégie au Quincy Institute. Merci d’être de nouveau avec nous dans cette émission.

#George Beebe

C’est toujours un plaisir. Merci.

#Glenn

Il y a eu beaucoup de développements dans ce conflit, que je ne sais pas s’il faut appeler la guerre en Ukraine ou la guerre en Europe. Les États-Unis semblent déterminés à relancer la diplomatie dans un format réunissant les États-Unis, la Russie et l’Ukraine. Et nous avons maintenant deux dirigeants scandinaves qui ont rompu avec ce boycott de la diplomatie en appelant le président Poutine. L’ Ukraine, elle aussi, semble se désagréger, je dirais, sous les frappes massives de la Russie. Alors, compte tenu de tous ces développements, comment voyez-vous la suite ? Vers quoi se dirige-t-on ? Est-ce que la guerre en Ukraine approche d’un règlement négocié, d’une défaite stratégique ou, disons, d’une confrontation plus dangereuse entre l’OTAN et la Russie ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que toutes ces possibilités sont envisageables à l'heure actuelle. Les États-Unis essaient assurément de relancer les pourparlers en vue d'un règlement du conflit. Ils peinent à le faire, pour des raisons sur lesquelles nous pourrons revenir. Mais, sur le champ de bataille, la situation ne se présente pas bien pour l'Ukraine. Vous savez, il y a quelques semaines à peine, les médias occidentaux affirmaient que la dynamique de la guerre avait basculé en faveur de l'Ukraine, que l'Ukraine était en train de gagner. Et voilà que, soudain, on nous présente un tableau très différent. On voit notamment paraître des tribunes de l'ancien PDG de Google, Eric Schmidt, qui décrivent à quel point la situation est alarmante en Ukraine et combien les États-Unis et l'Europe doivent investir pour renforcer véritablement leur engagement et leur soutien à l'effort de guerre ukrainien. Faute de quoi, l'Ukraine perdra.

Et puis, vous savez, il y a Garry Kasparov qui, il y a quelques jours à peine, a publié une tribune dans The Telegraph, au Royaume-Uni, pour dire en substance que, si l'Occident n'est pas prêt à tout mettre en œuvre pour riposter à la Russie en Ukraine, l'Ukraine perdra. Je pense que cela montre à quel point l'Ukraine est aujourd'hui en difficulté sur le champ de bataille. Et ce n'est pas tant sur les lignes de front, même si les Russes continuent de progresser de façon régulière, mais par petites avancées. C'est surtout face à la campagne aérienne stratégique que l'Ukraine est en très, très grande difficulté. Les Ukrainiens ont effectivement un gros problème d'effectifs. Je pense que c'est évident depuis longtemps. Mais le manque de défenses antiaériennes face aux frappes russes de missiles, de bombes planantes et de drones à réaction constitue vraiment une crise pour les Ukrainiens, surtout à l'approche de l'hiver.

Je pense donc que les États-Unis sont face à une situation où, à moins de faire très vite de réels progrès pour trouver un moyen de mettre fin à ces hostilités, l'Ukraine va se retrouver dans une situation extrêmement difficile cet hiver, sans électricité, sans chauffage, et probablement sans eau non plus. Ce sera une crise humanitaire. Et je pense que cela explique le sentiment d'urgence des négociateurs de l'administration Trump, qui cherchent une autre voie pour avancer. Je pense que les Européens font, pour l'essentiel, le même constat. Et ils sont de plus en plus convaincus, je crois, qu' ils doivent s'impliquer d'une manière ou d'une autre pour essayer de trouver un moyen de mettre fin aux hostilités, ou au moins de faire avancer les choses vers une forme de cessez-le-feu, afin que la situation des Ukrainiens cet hiver ne soit pas aussi dramatique qu'elle risque de l'être.

#Glenn

J'ai entendu cet argument en faveur d'une escalade, surtout du côté britannique : il serait temps d' imposer une zone d'exclusion aérienne ou d'envoyer des troupes à Odessa. Mais toutes ces mesures, toutes ces dernières options pour intensifier le conflit et poursuivre la guerre, signifieraient une guerre directe avec la Russie et une troisième guerre mondiale. Il n'y a pas moyen d'y échapper. On dirait donc qu'il ne reste que quelques options : soit accepter un compromis douloureux pour mettre fin à la guerre, soit entrer en guerre contre la Russie. Mais il existe aussi une troisième option, à laquelle vous avez fait allusion : simplement, vous savez, aider l'Ukraine à passer l'hiver.

Donc, un cessez-le-feu serait… enfin, je ne sais pas si on peut parler de diplomatie trompeuse, mais l'intention serait de prolonger la guerre. Mais, vous voyez, dans cette optique, et en gardant ces trois options à l'esprit, que pensez-vous de ces pourparlers de novembre, qui réunissent les Américains, les Russes et les Ukrainiens ? Je veux dire, est-ce une véritable tentative de mettre fin à la guerre, ou s'agit-il de permettre à l'Ukraine de passer l'hiver en demandant aux Russes de relâcher la pression ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que les deux camps ont des attentes radicalement différentes quant à l'objet de ces discussions. Les Russes ont déclaré officiellement que ces discussions porteraient sur des garanties de sécurité pour la Russie et pour l'Ukraine après la guerre, une fois qu'elle sera terminée. C'est de cela qu'ils veulent parler. C'est ce qu'ils attendent de ces discussions trilatérales. Zelensky, lui, a déclaré : « Vous savez, nous allons parler d'un cessez-le-feu, d'un cessez-le-feu dans le secteur de l'énergie, d'un cessez-le-feu sectoriel en mer Noire. Nous allons parler de garanties de sécurité pour l'Ukraine. » C'est donc un ordre du jour très différent. Et je pense qu'il ne sera pas facile de concilier ces attentes contradictoires.

Alors, l'un des points sur lesquels la position américaine a évolué, du moins dans le discours public sur les négociations en vue d'un règlement, c'est que les États-Unis disent désormais qu'il faut élargir les sujets de discussion. Il faut parler de l'architecture de sécurité européenne. C'est vraiment la première fois que la partie américaine dit : oui, il faut aller au-delà du cadre restreint des questions bilatérales entre la Russie et l'Ukraine. Il y a un enjeu plus large dont nous devons discuter. C'est ce que les Russes réclament depuis des années et des années, et que les États-Unis n'avaient jusqu'ici pas voulu aborder. Je trouve assez intéressant, et potentiellement encourageant, que les États-Unis aient reconnu la nécessité de parler de ces questions.

Cela me laisse penser que les États-Unis ont au moins accepté une partie de ce que disent les Russes sur les sujets que ces discussions trilatérales devraient aborder. Autrement dit, nous sommes prêts à dire : oui, il ne s'agit pas seulement d'un cessez-le-feu temporaire. Il ne s'agit pas seulement de garanties de sécurité pour l'Ukraine. Nous devons aussi parler du cadre plus large de la sécurité en Europe. Mais la question que je me pose, c'est : les États-Unis sont-ils réellement capables de mener des discussions sur ce sujet ? Ce n'est pas un domaine dans lequel Steve Witkoff et Jared Kushner ont une grande expertise. Et cela exige, du côté américain, la participation de plusieurs composantes de l'administration permanente qui n'ont pas vraiment été associées à ces discussions jusqu'ici.

Ces discussions ont été menées dans un cercle très restreint, autour de Steve et Jared, et se sont concentrées très précisément sur ces arrangements bilatéraux, sur les compromis territoriaux, sur les accords économiques et commerciaux avec les deux parties. Mais dès qu'on commence à parler plus largement de l'architecture de sécurité européenne, je pense qu'il faut faire intervenir le Pentagone,

parce qu'il est alors question de systèmes d'armes, de dispositifs militaires, de mécanismes de notification. Ce sont des questions qui concernent directement le Pentagone, donc il doit être associé aux discussions. Il faut aussi faire intervenir la CIA, parce qu'on va immédiatement aborder des questions comme la vérification, le suivi de la position de ces forces et des types de systèmes d' armes déployés à tel ou tel endroit. Et il faut associer à tout cela les équipes du département d'État chargées de ces dossiers.

Et ça veut dire qu'il faut une concertation entre les différentes administrations. Or, c'est quelque chose qui n'a pas vraiment eu lieu sous l'administration Trump. Ils constatent, à juste titre selon moi, que ce qu'on appelle l'État profond, l'appareil permanent du pouvoir à Washington, ne veut pas faire de compromis avec la Russie, ne veut pas discuter avec elle de ce genre de questions de sécurité européenne. Ils y sont farouchement opposés. Si vous commencez à les associer à cette discussion, vous risquez de faire entrer dans la salle des gens qui, en réalité, ne veulent pas d'un accord de compromis avec la Russie. Alors, comment gérer ça ?

Il faut que les parties prenantes soient autour de la table, mais il faut aussi les associer aux discussions de manière à ce qu'elles ne compromettent pas les chances d'un accord. L'administration Trump est donc face à un véritable dilemme, à un problème qu'elle va devoir gérer. Et c'est ce qui me rend, je crois, assez sceptique quant à la possibilité de progrès rapides sur ce genre de question. Je trouve donc positif que l'administration Trump dise : oui, il faut parler de ces sujets. Mais dire simplement qu'il faut en parler ne suffit pas à parvenir à un accord. Ce sera une question délicate. Cela dit, je pense qu'il existe des moyens d'y faire face. Et nous pouvons discuter de ce qu'on pourrait faire, concrètement, pour gérer ce problème.

#Glenn

Mais c'est un problème. Vous avez dit que les Russes en parlaient depuis des années et des années. Je veux dire, on remonte ici aux années quatre-vingt-dix, quand les Russes disaient : nous avons besoin, en Europe, d'une architecture de sécurité pour l'après-guerre froide qui soit acceptable pour les deux parties. Et je suppose que notre réponse a été plus ou moins : eh bien, vous savez, vous êtes faibles. Nous pouvons façonner l'Europe comme bon nous semble. Mais, bien sûr, cela reposait sur l'idée qu'ils étaient faibles et qu'ils allaient continuer à s'affaiblir. Et maintenant, la Russie est de retour. Elle a retrouvé sa puissance, comme George Kennan l'avait annoncé dans les années quatre-vingt-dix en nous mettant en garde, et elle commence à résister et à regagner du terrain.

J'ai vraiment le sentiment qu'il faudrait presque rappeler certains hommes d'État américains à la retraite, qui étaient là dans les années quatre-vingt-dix et qui ont traité ces questions de sécurité européenne. Parce que ce n'est pas simple de revenir trois décennies en arrière et de repenser le système de blocs que nous avons construit. Mais la principale crainte des Russes, c'est probablement que cette diplomatie soit une tromperie, qu'elle vise à permettre à l'Ukraine de passer l'hiver. Donc, vous voyez, à prolonger la guerre, pas à y mettre fin. Ce serait l'une de leurs principales préoccupations. Et même s'ils se disent que, bon, au moins les États-Unis veulent mettre fin à la

guerre, ils soupçonneront aussi que la seule raison pour laquelle de véritables initiatives sont prises maintenant pour y mettre fin, c'est qu'ils sont en train de gagner, ou que l'Ukraine est en train de perdre.

Donc, on imagine mal qu'ils relâchent la moindre pression sur l'Ukraine. Ils continueraient à mener la guerre à fond, même pendant les pourparlers. Alors, comment concilier tout ça, vous voyez, s'ils poursuivent la guerre à fond jusqu'à un accord politique, alors que Zelensky a déclaré sur Twitter : « Nous n'allons même pas discuter de neutralité », et que les Européens exigent toujours un cessez-le-feu avant de parler de la sécurité européenne ? Oui. Je veux dire, même en laissant les États-Unis de côté, est-ce qu'on peut arriver à quoi que ce soit ?

#George Beebe

Eh bien, c'est possible, mais les tensions que vous soulignez sont tout à fait réelles. Il est hors de question que les Russes lèvent le pied sur le champ de bataille ou dans la campagne de bombardements aériens stratégiques qu'ils ont intensifiée au cours de l'hiver. Ils savent qu'ils tiennent, pour ainsi dire, l'Ukraine à la gorge. Ils ne vont pas relâcher cette pression dans l'espoir d' obtenir, peut-être plus tard, un accord qui réponde à leurs intérêts fondamentaux. Donc, je pense qu' au minimum, on se dirige vers une situation où l'on va se battre tout en négociant. Cela n'a rien d' inhabituel. Historiquement, beaucoup de guerres ont connu ce genre de dynamique. Mais l'idée que les Russes accepteraient une sorte de cessez-le-feu temporaire pendant que les pourparlers de paix se poursuivent, à mon avis, c'est tout simplement une chimère.

Donc, je pense que cela va mettre une forte pression sur les négociateurs et sur l'administration Trump, parce que les nouvelles qui nous parviendront d'Ukraine au cours des prochaines semaines et des prochains mois seront probablement assez effroyables. On va voir beaucoup de morts parmi les civils. On va presque certainement assister à une forme de crise humanitaire, avec des gens qui ont froid, qui ont faim, qui fuient la capitale. Et cela ne va pas, en retour, pousser Washington et l' Europe à céder aux exigences russes, à chercher un compromis avec les Russes. Cela va pousser l' opinion publique à réclamer une action forte pour protéger les Ukrainiens face à cette crise humanitaire qui risque de se produire.

Et ça va doubler le prix politique que Trump devra payer pour avoir dit : « Non, non, non, il faut vraiment qu'on trouve un moyen de normaliser nos relations avec ce pays », alors que ce pays, de son côté, inflige de tels dégâts à la population civile et aux infrastructures ukrainiennes. Ce sera donc une réalité très difficile à accepter à l'avenir. Et je ne pense vraiment pas qu'on ait de grandes chances de trouver un compromis assez tôt pour éviter ce genre de situation dans les prochains mois. Alors, j'espère me tromper, mais les questions en jeu ici sont complexes. Elles exigent une expertise technique assez poussée. Je ne suis pas sûr que le gouvernement américain soit organisé de manière à mobiliser cette expertise technique, à élaborer des positions de négociation, et tout ce que cela implique. Et ensuite, il faut coordonner tout ça avec les Européens.

Et les Européens sont encore moins prêts, je pense, à aborder ces questions en ce moment. Il n'est donc pas impossible qu'on trouve un moyen d'avancer dans les prochaines semaines, mais c'est peu probable. Alors, qu'est-ce qui est possible ? Les Russes veulent évidemment des garanties que l' OTAN ne continuera pas à s'élargir. Et ils veulent que ces garanties soient juridiquement contraignantes, pas simplement des accords politiques scellés par une poignée de main, parce que, pendant plusieurs décennies, ils ont constaté que ces accords et ces assurances verbales ne valaient rien pour eux. Ils vont donc vouloir une forme d'engagement écrit, ayant force de loi, qui stipule que l'OTAN ne continuera pas à s'élargir et qu'elle n'accueillera pas l'Ukraine en son sein. Voilà, un point, c'est tout. Alors, est-ce que les États-Unis pourraient faire ça ? Oui.

Je pense que, vous savez, l'administration Trump est tout à fait capable de le faire. L'élargissement de l'OTAN exige l'accord unanime de ses trente États membres. Si les États-Unis disent : « Vous savez, ça ne se fera pas », alors ça ne se fera pas. Nous disposons d'un droit de veto là-dessus. C' est donc quelque chose que nous sommes tout à fait en mesure d'accepter. Maintenant, est-ce que cela suscitera une polémique à Washington ? Est-ce que Trump sera personnellement la cible de nombreuses critiques pour avoir accepté cela ? Oui, sans aucun doute. Beaucoup de gens à Washington y sont encore fermement opposés, même si… et je trouve cela profondément ironique.

Nous avons montré, au moins depuis deux mille huit, que nous ne sommes pas prêts à entrer en guerre pour défendre, par exemple, la Géorgie contre la Russie, ou pour défendre l'Ukraine contre la Russie. Cela fait près de vingt ans que nous montrons que nous n'allons pas considérer une attaque contre la Géorgie ou l'Ukraine comme une attaque contre les États-Unis. Nous ne le ferons tout simplement pas. Alors pourquoi tiennent-ils à ce que nous laissions la porte ouverte à un tel engagement ? En fait, ça n'a aucun sens. Et, vous savez, prendre ce genre d'engagement n'est pas vital pour la sécurité nationale américaine. En réalité, il est probablement vital pour la sécurité nationale américaine de ne pas prendre ce genre d'engagement, parce que cela signifierait une guerre avec la Russie, qui serait dévastatrice pour toutes les parties concernées, y compris les États-Unis.

C'est donc une question dont nous n'avons pas vraiment pris la mesure à Washington, et il va falloir le faire. Cela dit, les Russes ne vont pas simplement mettre fin à la guerre s'ils obtiennent une forme d'engagement juridiquement contraignant contre la poursuite de l'élargissement de l'OTAN. Ils vont vouloir des garanties concernant la présence militaire américaine et européenne et les infrastructures militaires sur le territoire ukrainien. Ils vont vouloir un engagement à au moins entamer des négociations sur des dispositifs de sécurité plus larges en Europe, sur la maîtrise des armements conventionnels, sur les mesures de confiance et de sécurité, et sur les armes nucléaires de théâtre en Europe. Ce sont autant de sujets sur lesquels nous avons, par le passé, été disposés à discuter avec l'Union soviétique.

Nous avions bel et bien mis en place des accords qui, vous savez, s'ils étaient restés en vigueur, auraient probablement au moins compliqué, sinon empêché, le type d'invasion que l'on voit en Ukraine depuis deux mille vingt-deux. Donc, en principe, ce sont des choses que nous avons déjà

négociées par le passé. Nous pourrons probablement les négocier à nouveau à l'avenir. Mais ces négociations vont être extrêmement complexes. De nouveaux facteurs sont entrés en jeu, les drones, par exemple, et il va falloir trouver des moyens de les prendre en compte. On ne pourra donc pas régler cela en quelques semaines, ni même en quelques mois. Il faudra des années. Mais je pense que ce que les États-Unis peuvent faire dès maintenant, c'est s'engager, de manière juridiquement contraignante, à négocier sur ces questions.

#Glenn

Et nous pourrions sans doute mettre par écrit quelques principes pour guider ces négociations, préparer le terrain et fixer un ordre du jour.

#George Beebe

Alors, si nous faisions cela, je pense que les Russes auraient de vraies raisons de faire preuve de souplesse sur des questions comme celle des territoires. Mais sans cela, je pense qu'ils ont tout intérêt à adopter une ligne très dure sur ces questions, ce qu'ils font en ce moment. Donc, vous savez, nous n'allons pas régler rapidement ces questions de sécurité européenne. Nous pourrions probablement nous entendre sur certains principes contraignants, n'est-ce pas ? Cela donnerait aux Russes des raisons d'espérer que nous allons réellement nous engager dans un effort sérieux pour trouver de nouvelles approches de la sécurité européenne, conçues non pas contre la Russie, mais avec elle. Ces approches associeraient un équilibre des puissances, qui restera nécessaire en Europe, à des règles du jeu qui réduiraient au minimum le risque d'entrer dans une guerre avec la Russie, une guerre qui serait dévastatrice pour tous ceux qui y seraient impliqués.

#Glenn

Ce sera quand même un accord difficile à obtenir, parce que ce que vous suggérez, c'est qu'il faudra aussi donner aux Russes des garanties de sécurité très explicites, qu'ils jugeraient crédibles. Parce que si l'Ukraine se contente de modifier sa législation, ça ne voudra rien dire : elle pourra revenir en arrière quelques mois plus tard. Même avec les États-Unis, je veux dire, je sais que l'une des grandes inquiétudes à Moscou, c'est que le prochain président, à son arrivée au pouvoir, puisse tout simplement ne pas en tenir compte. Il faudra donc des arrangements, des accords vraiment très précis.

Et je pense qu'il serait difficile, surtout pour les Européens, d'accepter l'un ou l'autre de ces accords très précis, parce qu'en les acceptant, ils doivent reconnaître que ce conflit ne porte pas sur des territoires, mais sur la sécurité. Autrement dit, les Russes considèrent réellement l'élargissement de l' OTAN comme une menace existentielle. Encore une fois, il ne s'agit pas de conquête territoriale ni d' impérialisme, mais de sécurité européenne. Ils devraient aussi reconnaître qu'au cours des trente dernières années, ils ont contribué à provoquer ce conflit. Et s'il a été provoqué, alors pourquoi ont-ils boycotté la diplomatie pendant quatre ans et demi, alors que des centaines de milliers de jeunes

hommes mouraient ? Je veux dire, cela va mettre fin à des carrières politiques et à des partis politiques. S'ils signent ces documents, c'est leur légitimité politique qui est en jeu.

En plus, tout n'est pas que tromperie. Je sais de source sûre que beaucoup de responsables politiques européens croient sincèrement que Poutine est le nouvel Hitler, qu'il veut tout simplement conquérir l'Europe, que la Russie veut rétablir l'Union soviétique. Ce genre de discours, vous voyez… Ils se sont tous retrouvés dans la même pièce à répéter exactement la même chose, année après année. Alors, au bout d'un moment, vous voyez, ça a fini par leur paraître logique. Mais ça va être difficile à faire. Et comme vous l'avez dit, ça va prendre beaucoup de temps. Et pendant tout le temps qu'il faudra pour mettre en place un tel accord, la Russie va ravager l'Ukraine. Et elle va probablement commencer à viser d'autres territoires, j'imagine. C'est-à-dire des territoires qu'elle ne peut pas laisser l'OTAN contrôler à l'avenir. Alors, selon vous, comment les choses vont-elles évoluer là-bas ?

#George Beebe

Eh bien, je ne pense pas que les combats sur le terrain doivent nécessairement se poursuivre jusqu'à ce que tous les acteurs européens s'accordent sur de nouveaux dispositifs de sécurité pour l'Europe. Je pense que les Russes pourraient très bien accepter de mettre fin aux hostilités en échange d' engagements juridiquement contraignants de la part de l'Occident. L'un de ces engagements serait l' arrêt de l'élargissement de l'OTAN. Un autre serait de ne déployer ni forces ni infrastructures militaires occidentales sur le territoire ukrainien. Et puis, il faudrait des principes contraignants pour encadrer des négociations qui commenceraient à une date ultérieure donnée. Et, vous savez, on pourrait définir ces principes. Certains sont déjà en place, bien sûr. Vous savez, les engagements d' Helsinki, les principes de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe de mille neuf cent quatre-vingt-dix… Je ne pense pas qu'il faille les renégocier. Ce sont autant de principes dont nous pourrions dire, aujourd'hui encore, qu'ils restent en vigueur. Le problème avec ces principes, bien sûr, c'est qu'il y a une tension entre la question de l'autodétermination nationale et…

#George Beebe

L'inviolabilité des frontières, la tension entre le droit souverain d'un État de choisir ses propres alliés et ses dispositifs de sécurité, et le principe d'indivisibilité de la sécurité. Vous savez, il existe des tensions naturelles entre ces principes. Et toute la difficulté, c'est de trouver le juste équilibre entre eux. Cela relève d'un processus diplomatique. Mais coucher ces principes sur le papier et préciser que nous devons discuter de la manière de trouver un équilibre entre eux constituerait, je crois, une avancée importante. Ce serait un signal encourageant pour les Russes, qui les inciterait à mettre fin aux hostilités.

Et n'oubliez pas que les Russes ont d'autres raisons de vouloir que cette guerre se termine. Sur le plan stratégique, cette guerre n'a pas été bénéfique pour la Russie. Ils se retrouvent dans une impasse, puisqu'ils n'ont pour ainsi dire plus de relations avec l'Occident à l'heure actuelle. Cela a

accru leur dépendance à l'égard de la Chine et, au bout du compte, leur marge de manœuvre géopolitique est très limitée. Et je pense qu'ils sont frustrés de voir que les Chinois n'ont pas vraiment investi dans l'économie russe de manière à permettre une croissance dynamique à long terme. En gros, les Chinois exploitent la dépendance de la Russie à leur égard pour lui imposer des conditions très, très dures. Et je ne pense pas que cela plaise aux Russes.

Et le fait que le projet de gazoduc Force de Sibérie deux, qui est sur la table et prêt à être lancé depuis des années, n'ait toujours pas avancé, en grande partie parce que les Chinois négocient très durement avec les Russes sur ce dossier, montre à quel point les Russes sont frustrés en ce moment. Cela les incite à essayer de rétablir des relations normales, en particulier avec les États-Unis, mais aussi avec l'Europe, pour ne plus se retrouver aussi acculés sur le plan géopolitique. C'est une réalité dont nous devons, je pense, tenir compte. Et c'est un élément sur lequel nous devrions nous appuyer dans ces négociations pour essayer de trouver la voie d'un compromis.

#Glenn

Non, je suis d'accord. Et je pense que tout le monde veut la paix maintenant. La question, c'est simplement de savoir ce qu'on entend par paix. Mais je pense que sur les fondamentaux — l' architecture de sécurité européenne et la neutralité de l'Ukraine —, la marge de négociation du côté russe est très faible, voire inexistante. En revanche, sur la question territoriale, je pense que c'est là qu'ils pourraient se montrer plus souples.

#George Beebe

Eh bien, oui, tout à fait. Les Russes eux-mêmes disent que cette guerre n'est pas une question de territoire, qu'ils en ont déjà plus qu'il n'en faut. Et de fait, ils ont un territoire immense. En Russie, il y a un problème d'image sur le plan politique : Poutine ne veut pas donner l'impression que la Russie a perdu, qu'elle a consenti tant de sacrifices, notamment en subissant des pertes humaines aussi lourdes, sans avoir grand-chose à montrer en retour pour pouvoir dire : « Voilà, ça en valait la peine. » Donc, à ce stade, nous cherchons vraiment un moyen de permettre aux Russes et aux Ukrainiens d'aller de l'avant sans perdre la face, pour que chacun puisse dire : « Nous avons obtenu quelque chose d'important sur le plan stratégique pour notre pays. »

Maintenant, pour l'Ukraine, je pense que la réponse devrait être évidente : elle peut sortir de cette guerre en restant un État souverain. Oui, elle va perdre une partie de son territoire. Elle ne récupérera pas les territoires que les Russes occupent actuellement. Mais elle pourrait en sortir avec un État viable, et aussi avec une perspective réaliste d'intégration économique et politique à l' Europe, sous la forme d'une adhésion ou d'une association à l'Union européenne. Cela pourrait être très bénéfique pour l'Ukraine à terme. Et ce serait une réussite majeure si elle parvenait à saisir cette occasion.

Maintenant, s'ils ne saisissent pas l'occasion de parvenir à un tel résultat, ils risquent de s'engager sur la voie d'un État en déliquescence. Et je pense que cela ne fait aucun doute : si les Russes n' obtiennent pas l'accord géopolitique plus global qu'ils recherchent ici, ils vont tout simplement dévaster l'Ukraine. Et elle ne sera pas reconstruite. Et elle connaîtra une crise démographique. Et elle ne s'intégrera pas à l'Europe. Et ce sera un problème majeur pour tous les acteurs concernés. Ils ont donc un choix fondamental à faire. Et ils vont devoir le faire rapidement.

#Glenn

Je me demandais comment se dérouleraient les négociations concrètement. Est-ce que l'idée serait que l'OTAN adopte une position commune avant de rencontrer les Russes ? Parce que, vous savez, c' était un peu la formule du Conseil OTAN-Russie, et les Russes ne l'appréciaient pas, parce que, de leur point de vue, ça ne fonctionnait pas. Autrement dit, si tous les pays de l'OTAN se réunissent et s' accordent sur une position commune, au moment de rencontrer les Russes, ils ont très peu de marge de manœuvre. Pour modifier quoi que ce soit, il leur faudrait revenir vers les autres membres et trouver un nouveau consensus. Ça ne semble donc pas être une bonne formule. L'autre possibilité serait de se rencontrer sans position commune, mais là, ça provoquerait un tollé, surtout chez les Européens, qui diraient : « Si nous sommes divisés, nous sommes faibles. » C'est un peu ce qu'on vient de voir avec les Premiers ministres finlandais et norvégien qui ont appelé Poutine. Immédiatement, les Suédois et les Danois se sont indignés, en disant : « Ah non, il faut qu'on reste unis. »

Mais, vous savez, faire front commun n'est apparemment possible qu'autour d'un programme belliqueux. Donc, ça aussi, ça susciterait de l'opposition. Et j'imagine que la troisième option serait que les États-Unis et la Russie concluent une sorte d'accord entre grandes puissances et, vous savez, le fassent avaler de force aux Européens. Mais cet accord serait diabolisé, présenté comme une sorte d'horrible Yalta, et ils s'y opposeraient aussi. Alors, comment peut-on vraiment avancer ? Je veux dire, ne serait-ce que sur le format des discussions, parce que je ne comprends pas bien pourquoi les Européens n'appellent pas la Russie. Je trouve formidable qu'ils cessent de criminaliser la diplomatie, mais je me demande aussi si ce n'est pas simplement pour obtenir une place à la table des négociations, où ils joueraient les trouble-fêtes. Donc, je ne sais pas très bien où tout cela nous mène, au juste.

#George Beebe

Eh bien, c'est une excellente question. Je pense que si nous nous réunissons dans une immense salle de conférence, quelque part dans le monde — les Russes, l'OTAN, les pays européens qui ne font pas partie de l'OTAN, car il en reste encore quelques-uns, ainsi que les États-Unis et le Canada — et que nous disons : « Négocions tout cela », ce sera très compliqué et très lent. Et les chances de parvenir à une position commune, même au sein de l'OTAN, sur la manière d'aborder ces questions sont assez faibles. Parce que l'OTAN s'est élargie au point de compter aujourd'hui trente-

deux pays, soit deux fois plus qu'à la fin de la guerre froide. Ces membres de l'OTAN ont des intérêts disparates, et certains ont des perceptions radicalement différentes de ce qu'on appelle la menace russe. Il sera donc difficile de trouver une position commune au sein du camp occidental sur l' ensemble de ces questions. Et je ne pense pas que les Russes voudront négocier dans une situation où ils se retrouveraient à un ou deux contre trente-deux.

#George Beebe

À mon avis, il faudra probablement combiner tous ces éléments. Il faudra une sorte de grande négociation en séance plénière, dans un cadre officiel. Mais je pense qu'en coulisses, il faudra des négociations à géométrie variable, où les États-Unis rencontreront les principaux États européens pour tenter de trouver une voie qui soit acceptable du côté occidental. Les États-Unis devront aussi discuter de tout cela avec la Russie dans un cadre bilatéral. Il faudra que chacun comprenne que des compromis seront nécessaires. Ce sera très, très compliqué.

Alors, pour mettre tout ça en marche, je pense que les États-Unis et la Russie vont devoir créer une dynamique de train en marche, pour que les Européens comprennent que s'ils essaient de rester sur la touche ou de faire obstacle aux avancées, ils vont rester à quai. Ce qu'on veut, c'est donc susciter une sorte de peur de rater le train, pour qu'ils comprennent, premièrement, qu'ils feraient mieux de monter à bord, et deuxièmement, que s'ils tentent de bloquer un accord — s'ils considèrent que leur rôle consiste essentiellement à empêcher tout compromis —, alors ils auront des problèmes avec les États-Unis, et pas seulement avec la Russie. Et ça va créer une situation très compliquée.

C'est l'une des raisons pour lesquelles il faudra beaucoup de temps pour trouver une solution. Mais les principes dont j'ai parlé tout à l'heure, qui pourraient être établis pour encadrer ces négociations, fixer l'ordre du jour et préparer le terrain au fil du temps, ce sont des points sur lesquels je pense que nous pourrions probablement nous mettre d'accord assez rapidement. Et si nous y parvenions, si nous établissions un cadre pour un accord de paix, alors je pense qu'il y aurait de bonnes chances que les Russes se disent : « Vous savez, nous devons saisir cette occasion maintenant, parce qu'elle pourrait ne plus se présenter à l'avenir. Et alors, nous nous retrouverions les mains vides. » Et je ne pense pas que les Russes veuillent non plus se retrouver dans cette situation.

#Glenn

Je suis d'accord, et je pense que bon nombre des exigences russes peuvent paraître excessives. Mais, encore une fois, la position de départ dans une négociation n'est pas forcément celle à laquelle on aboutit. Et je pense aussi que, sur le plan stratégique, la Russie doit continuer à durcir sa position, non seulement parce qu'elle obtient de meilleurs résultats sur le champ de bataille, mais aussi, à mon avis, pour faire payer à l'Occident le fait de prolonger la guerre. L'Occident a donc lui aussi intérêt à y mettre fin. Je suis d'accord. S'ils voient, pour reprendre votre image, le train quitter

la gare, ils comprendront qu'un tel accord ne sera peut-être plus possible à l'avenir. Je pense qu'ils feraient de véritables concessions, mais pas des concessions qui compromettraient la pérennité de la paix.

Donc, encore une fois, un cessez-le-feu sans conditions n'a pas de sens. Mais vous avez souligné que l'Occident est, bien sûr, très divisé. Les États-Unis devront peut-être contraindre les Européens à ne pas faire obstacle à un accord de paix. Mais que se passe-t-il maintenant aux États-Unis même ? Parce qu'il semble qu'il y ait aussi des divisions au sein de l'Amérique. Il y a notamment des gens comme Keith Kellogg qui disent, en substance : « Nous devrions utiliser les Ukrainiens pour affaiblir la Russie, afin de pouvoir nous concentrer sur la Chine. » Et puis, de l'autre côté, il y a ceux qui s' inquiètent davantage du fait que la guerre en Ukraine pousse la Russie vers la Chine, que nous sommes en train de détruire l'Ukraine et que cela nous entraîne vers une possible guerre nucléaire. On a donc, en quelque sorte, ces deux positions. Comment la réflexion s'organise-t-elle autour de tout ça ? Je veux dire, ça paraît compliqué si les Américains ne font pas non plus front commun.

#George Beebe

Oh, c'est très compliqué. C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis plutôt pessimiste en ce moment. Je n'accepte pas l'idée selon laquelle les Russes ne veulent tout simplement pas conclure d' accord, qu'ils veulent conquérir les pays baltes et finir par envahir la Pologne et l'Allemagne. Franchement, je trouve cette analyse absurde. Mais ce qui m'inquiète, ce sont les divisions aux États-Unis. Et elles n'opposent pas seulement l'administration Trump à d'autres composantes du gouvernement ou à ce qu'on appelle le « blob » à Washington. Il y a en fait des divisions au sein même de l'administration Trump.

Je veux dire, il me semble qu'un article est paru dans le magazine The Atlantic il y a quelques jours à peine, sur la CIA et Trump. Il mettait en lumière de véritables divergences sur des questions très concrètes entre ceux qui veulent tout miser sur le soutien à l'Ukraine et infliger un maximum de dégâts à la Russie, et ceux qui poussent à une forme de compromis et à des accords commerciaux entre les États-Unis et la Russie, pour atténuer certains de nos problèmes d'inflation : le prix du gazole, de l'essence, ce genre de choses. Ce sont de vraies contradictions, sur des questions concrètes, au sein même de l'administration Trump, quant à la marche à suivre dans ce dossier.

Et pour gérer ce genre de tensions, il faut un processus de coordination entre les différentes agences qui fonctionne. C'est pour cela que le Conseil de sécurité nationale et son équipe ont été créés : pour assurer cette coordination. Mais à l'heure actuelle, cela ne fonctionne pas vraiment de manière efficace. Je pense que l'administration Trump craint que, si elle associe les différentes agences à ce processus, elles sabotent les chances de parvenir à un accord. Son approche a donc consisté à les isoler, à les tenir à l'écart des négociations et à mener les discussions avec les Russes au sein d'un cercle très restreint, dirigé par Steve Witkoff et Jared Kushner. Et je comprends les raisons qui les poussent à vouloir procéder ainsi.

Mais je pense qu'on arrive à un stade où leur approche a atteint ses limites, surtout si l'on commence à dire, comme ils devraient le faire à mon avis : « Il faut parler des enjeux plus larges de la sécurité européenne. » À partir de là, je ne pense pas qu'on puisse continuer à gérer ce processus comme la Maison-Blanche a tenté de le faire jusqu'ici. Il va vraiment falloir, d'une manière ou d'une autre, mettre au pas les différentes administrations concernées et élaborer une approche beaucoup plus unifiée et cohérente. Ce sera difficile. Vous parlez de la difficulté à trouver une position européenne commune. Il sera aussi très difficile de parvenir à une position tout aussi unifiée et cohérente au sein du gouvernement américain.

#Glenn

Eh bien, en science politique, quand on parle d'acteurs rationnels, on fait souvent référence à la capacité des États à agir comme des acteurs unitaires, c'est-à-dire à parler d'une seule voix. Et je pense que cela devient un énorme problème, non seulement aux États-Unis, mais aussi, évidemment, en Europe. C'est l'un des défis, à mon avis. Offrir à l'Ukraine une perspective d' adhésion à l'Union européenne serait un bon moyen de l'inciter à faire certaines concessions. Mais même cela creuserait encore les divisions au sein de l'Europe. Il n'y a donc plus de bonnes solutions. Je pense que c'est là le problème des guerres qui s'éternisent. La situation ne fait qu'empirer. Avant de conclure, avez-vous une dernière réflexion sur la direction que nous prenons ? Des prédictions dans votre boule de cristal ? Eh bien, je pense que…

#George Beebe

Le tableau n'est pas très encourageant pour l'instant, mais la situation n'est pas désespérée. Je pense vraiment qu'il y a une voie à suivre. Il faudra pour cela un véritable leadership, un véritable sens de l'État. Et, très franchement, c'est ce qui a fait défaut ces dernières années, aussi bien en Occident qu'en Russie. Le défi, je crois, pour toutes les parties concernées, c'est donc de trouver une voie qui serve nos intérêts à tous. Et je pense vraiment qu'il y a une volonté de paix des deux côtés. Donc, vous savez, la situation n'est pas désespérée, mais les défis sont bien réels. Et il va falloir faire preuve, de part et d'autre, d'un plus grand sens de l'État si nous voulons trouver une voie pour avancer.

#Glenn

Pardon, laissez-moi vous poser une toute dernière question, très brève. Si la diplomatie échoue, que l'armée ukrainienne commence à s'effondrer, que la logistique à l'arrière se désorganise et que l' Ukraine commence, en somme, à s'écrouler, alors ce sera une victoire militaire russe. Selon vous, quelles en seraient les conséquences pour la sécurité européenne, qui inclut aussi la Russie ?

#George Beebe

Eh bien, je suis très sceptique à l'idée que les Russes tenteraient ensuite de pousser plus loin vers l' ouest sur le plan militaire. Je ne pense pas qu'ils en soient réellement capables. Et ils ne veulent pas d'une guerre avec l'OTAN. Cette idée selon laquelle ils chercheraient à provoquer une forme de conflit avec l'Europe est, à mon avis, tout simplement fausse. En revanche, je pense qu'on va se retrouver avec un État failli en Ukraine, qui engendrera toutes sortes de problèmes, pas seulement à l'intérieur du pays, mais aussi au-delà de ses frontières. Et certains de ces problèmes vont aussi nuire à la Russie.

Vous savez, le crime organisé, les milices radicales, la violence et les flux incontrôlés de migrants et de réfugiés qui cherchent à fuir la situation à laquelle ils sont confrontés en Ukraine. Et l'incapacité à trouver un règlement en Ukraine augure très mal de notre capacité à gérer de futures crises en Europe. Et les crises pourraient surgir dans bien des endroits : dans les Balkans, en Biélorussie, à Kaliningrad, pour ne citer que quelques exemples. Alors, il faudra bien, à un moment donné, prendre le problème à bras-le-corps, je pense, et trouver un moyen de gérer cette situation. Et ne pas parvenir à une forme de règlement acceptable en Ukraine ne nous facilitera pas la tâche. Au contraire, cela la rendra beaucoup plus difficile.